

# L'UE impuissante face aux drames de l'immigration

L'opération Triton de l'agence Frontex est mise en cause après un nouveau naufrage meurtrier en Méditerranée

**L**e nouveau drame qui vient de coûter la vie à plusieurs centaines de migrants, au large de l'île italienne de Lampedusa, aura-t-il des conséquences sur la politique européenne en Méditerranée ? Médecins sans frontières et Amnesty International dénoncent « la passivité de l'Europe » et lui demandent de mettre en place « de nouvelles politiques ». Quelques voix comme celle du commissaire européen aux droits de l'homme, Nils Muiznieks estiment, elles, que « l'Union européenne [UE] a besoin d'une force effective de recherche et de sauvetage ». Interrogée mercredi 11 février, la Commission européenne a livré des réponses vagues quant aux solutions qu'elle pourrait élaborer afin de prévenir de telles tragédies.

A l'heure actuelle, la présence européenne sur le terrain est assurée par Frontex, l'agence chargée de la surveillance des frontières extérieures. En Méditerranée, sa mission s'appelle Triton. Le Français Fabrice Leggeri, en poste depuis le 16 janvier à la tête de l'agence, a ouvert deux fronts. « D'une part, je me suis rendu à Rome la semaine dernière. Nous avons décidé d'évaluer régulièrement ensemble les opérations que nous menons au sud de l'Italie, afin d'en tirer les conséquences pour

*l'avenir. D'autre part, je me suis aussi rendu à Bruxelles dès mon entrée en fonction, pour en appeler à une prise de conscience des Etats membres, rappelle-t-il au Monde. Il me faut sécuriser les moyens opérationnels de l'opération Triton que nous menons en Méditerranée pour toute l'année 2015 ».*

## « Profonde douleur »

Si son agence a bénéficié fin décembre d'une rallonge de 20 millions d'euros, venant abonder les 90 millions de son budget annuel, Frontex ne dispose pas de moyens propres d'intervention. Son agence a besoin de la mise à disposition de bateaux et d'hélicoptères par les Etats membres pour assurer ses missions. Ce qui pose un premier problème. La seconde question reste l'efficacité même du dispositif Triton qui, selon M. Muiznieks, « ne fait pas l'affaire ».

A l'heure où le drame de Lampedusa s'est produit, les deux bateaux maltais et islandais en opération pour Frontex étaient en maintenance. Les bateaux italiens qui travaillaient alors pour l'agence ont arrêté la surveillance pour assurer le sauvetage. « Lorsqu'est déclenchée une opération de secours, nous suspendons immédiatement l'opération Frontex de surveillance », ajoute M. Leggeri.

L'Italie avait sa propre opération jusqu'à fin octobre 2014. Coûteuse (plus de 110 millions par an) et perçue par ses détracteurs comme « un encouragement à l'immigration », l'opération Mare Nostrum a été remplacée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2014 par Triton, placé sous l'égide de l'agence européenne Frontex. Sa priorité n'est pas le sauvetage, mais la surveillance des frontières. En revanche, son coût est à la charge de l'UE.

Alors que la polémique enflé, le ministre italien de l'intérieur, Angelino Alfano (centre droit), qui avait voulu la mise en place de Triton, a exprimé sa « profonde douleur » et rappelé que même pendant l'opération Mare Nostrum « il y avait eu des centaines de morts » en Méditerranée. Pour le ministre des affaires étrangères, Paolo Gentiloni, Triton est « un début, mais pas suffisant ». Ancien président du conseil à l'origine de la création de Mare Nostrum, Enrico Letta (centre gauche)

## Quand le drame de Lampedusa s'est produit, les deux bateaux en opération pour Frontex étaient en maintenance

a demandé que cette opération soit remise en place « même si nous devons perdre des voix ». Pour le premier ministre, Matteo Renzi, « le problème ne sera pas résolu tant que ne sera pas résolue la situation en Libye ». « Je demanderai à l'Europe de faire davantage, a-t-il déclaré mercredi. Il n'y a pas que la Grèce et l'Ukraine. La situation en Libye est hors de contrôle ».

Le dernier drame a été connu en deux temps. D'abord, 29 migrants ont été retrouvés morts de froid

au large des côtes de la petite île italienne de Lampedusa qu'ils tentaient de rejoindre depuis la Libye sur un bateau pneumatique, malgré des creux de huit mètres et des vents jusqu'à 120 km/h. Arrivées sur le lieu du drame six heures après le premier appel de secours, dimanche 8 février, les deux vedettes des gardes-côtes n'ont pu ramener que 76 survivants sur les 105 passagers. Sept personnes avaient déjà perdu la vie sur leur embarcation de fortune. Vingt-deux autres mourront pendant leur transport, massés, faute de place, à la proue des navires.

Mais le bilan, jeudi 12 février, apparaît beaucoup plus lourd. Deux autres bateaux pneumatiques ont été repérés dans cette zone, à 110 milles des côtes, à bord desquels ils n'ont recueilli que neuf migrants. Les témoignages des survivants permettent de tracer les contours de cette « tragédie (...) horrible », selon les mots de Carlotta Sami, porte-parole en

Italie du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui évoque le chiffre de 203 victimes. Les médias italiens parlent de plus de 300 disparus. En effet, ce sont quatre bateaux qui auraient quitté, samedi 7 février, les côtes libyennes. Chargés de 460 personnes ayant payé en moyenne 800 dollars (700 euros), ils disposaient de moteurs de 40 CV et de dix bidons d'essence par embarcation.

Selon le témoignage de survivants recueillis par l'association Save the Children, les migrants ont été d'abord « enfermés dans un hangar de la périphérie de Tripoli » jusqu'à ce que les passeurs armés leur ordonnent samedi de rejoindre une petite plage de la capitale libyenne. Pendant la traversée, un premier bateau a coulé. A bord, il y avait des enfants. Un autre s'est dégonflé par l'avant, un autre encore prenait l'eau. ■

MARYLINE BAUMARD  
ET PHILIPPE RIDET (À ROMÉ)

